

# Ne parlons pas de ce qui fâche

Le Conseil économique et social reprend le travail



Photo: Pierre Matgé

Loin des empoignades de la tripartite, le CES cherche à sortir de sa crise de fonctionnement

Après un an et demi de «pause créative», le CES se donne un programme d'activité pour la période 2012-2014.

C'est une gestion de crise en bonne et due forme. Les partenaires du Conseil économique et social – 18 représentants patronaux, 18 représentants salariaux et 3 experts nommés par le gouvernement – ont retrouvé le chemin du dialogue, après avoir, il y a plus d'un an, claqué la porte pour divergence profonde d'opinion.

«Il y a eu une crise manifeste», admet le président André Roeltgen (OGB-L), «nous en avons analysé les causes pour trouver une solution» puisque tous tenaient à maintenir en vie cette instance consultative.

En résumé: parlons d'autre chose, puisqu'on ne peut pas s'entendre sur les sujets «chauds». En

politiquement plus correct, cela donne: «les thèmes abordés par d'autres enceintes consultatives tripartites (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi, Conseil supérieur pour un développement durable ou Comité de coordination tripartite) ne seront plus traités par le CES».

«Nous reprenons le travail sous une autre optique», confie Serge Allegrezza (Statec), «et nous évoluons dans une sorte d'extra-légalité».

Car il ne sera plus question, du moins pour les trois années à venir, de rapport annuel sur l'évolution économique, sociale et financière du pays, mission obligatoire du CES.

## Table ronde sur l'avenir du pays

De même, chaque saisine du gouvernement sera analysée au cas par cas afin de déterminer si le CES y répondra ou la transmettra à un autre organe consultatif.

A la place, le CES s'organise en

une sorte de «table ronde sur l'avenir du pays» à moyen et long terme. Trois commissions ont été créées autour des thèmes d'intérêt stratégique pour le pays: le PIB bien-être, le logement et les perspectives économiques secteur par secteur (lire ci-dessous).

Des thèmes «pour lesquels nous pouvons créer une plus-value et qui ont un intérêt général partagé par nos membres», annonce le président, fier d'avoir fait adopter ce programme à l'unanimité par l'assemblée plénière. Bref ceux «sur lesquels il n'y aura pas de blocage dès la deuxième réunion» mais qui promettent «un large consensus au final».

Gary Kneip (CLC) défend: «Ce n'est pas un CES «dégradé». La réforme des pensions est basé sur une croissance économique de 3% et plus de 5% de croissance sur le plan de l'emploi. Notre travail dans les mois à venir est d'analyser d'où viendront, secteur par secteur ces 3% de croissance les prochains cinq, dix ans. Ce ne sont pas des questions secondaires.» Ni une promenade de

santé pour ce «think tank» qui, dans la foulée, a resserré les procédures de rédaction des avis – calendriers fixés, travaux préparatoires poussés, commissions tripartites – pour gagner en temps et en efficacité.

«J'accorde beaucoup de valeur aux décisions que nous avons prises, je crois qu'il en ressortira des choses valables qui se répercuteront dans l'espace politique», se réjouit le président syndicaliste. «Ce que nous faisons ici est une forme de travail préparatoire à la tripartite», enchaîne son collègue parton «mais certainement pas à la prochaine tripartite». Il s'agit de voir plus loin.

Le premier objectif est déjà atteint: le travail reprend.

LAURENCE HARF

## VITE LU

### Palmarès de l'épargne: addenda

Suite à la publication de notre palmarès de l'épargne dans l'édition du 12 janvier dernier, la BIL rappelle qu'elle aussi dispose d'un produit «aidé» destiné aux jeunes.

10.000 euros déposés le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et qui seraient restés sur le BIL Comptes Epargne Jeunes (0-24 ans) jusqu'au 31 décembre 2011 auraient rapporté à son propriétaire la somme de 155,36 euros, soit un rendement annuel de 1,554%. Ce qui placerait ce produit à la troisième place de notre palmarès, entre les produits jeunes d'ING Luxembourg et de BGL BNP Paribas.

### SeeZam.lu compatible LuxTrust

Le coffre-fort virtuel SeeZam.lu – service de collecte, de sécurisation et de partage d'informations sensibles – permet désormais à ses clients internautes d'accéder à des documents via son produit LuxTrust (Token, SigningStick ou Smarcard). Frappé du label «Luxembourg», et maintenant renforcé par l'identification de Luxtrust, l'espace hyper-sécurisé permet de stocker numériquement tous les documents personnels et confidentiels comme dans un coffre-fort! Mieux, il permet de les partager en ayant la certitude qu'une personne non autorisée ne pourra jamais les lire sans obtenir le fameux sésame.

## Agenda

Le Mouvement luxembourgeois pour la qualité (MLQ) organise ce 9 février, en partenariat avec le cabinet d'orthodontie Becker & Associés, dans le cadre de son programme «Cercles des bonnes pratiques 2012», une séance d'information, à 11.00h, à la Chambre des métiers. Lors de cet événement gratuit, le concept sera présenté en détail par les organisateurs. S'en suivra un appel à participation. L'inscription à la réunion se fait sur [www.mlq.lu](http://www.mlq.lu)

## Vient de paraître

Ernst & Young annonce la parution de son guide fiscal *International Estate and Inheritance Tax Guide 2012*, ouvrage rédigé par les départements Services fiscaux aux particuliers du monde entier de son réseau.

L'ouvrage est disponible sous [www.ey.com](http://www.ey.com)

## PROGRAMME 2012

Le CES a nommé trois commissions de travail sur:

- Le **PIB bien-être**: il s'agit de continuer le travail entamé conjointement avec le Conseil supérieur du développement durable. Le projet en est à son deuxième rapport technique, présenté ce 18 janvier.
- Les **perspectives de l'économie luxembourgeoise secteur par secteur** à moyen et long terme dans une optique de durabilité concernant le tissu industriel, le secteur financier, les secteurs tributaires de la conjoncture internationale, ceux qui dépendent de la demande intérieure. Mais aussi les délocalisations, la promotion de la recherche, les créneaux à

développer, l'efficacité énergétique, l'emploi, la formation, les finances publiques, ou encore l'environnement avec Durban, Rio+20...

- La **politique du logement**: avec l'analyse du marché immobilier, l'évolution de la demande, de l'offre, des prix. le logement social, les aides étatiques, l'intervention de l'Etat et des communes. Pour 2013-2014 sont déjà annoncés la politique d'intégration, la mobilité et la politique d'investissement dans les infrastructures, le système social de haut niveau et le retour au plein emploi, les finances publiques et l'éducation.

# PRN

Consulting  
Accounting  
Services

Excellence in Emerging Markets

**Contacts:**  
Patrice Robert Nko'o  
Managing Director  
Public Accountant

Tel.: +352 691 37 1969  
E-Mail: [patrice@nkoo.lu](mailto:patrice@nkoo.lu)  
Website: [www.nkoo.lu](http://www.nkoo.lu)  
6, rue Adolphe L-1116  
Luxembourg

"It is not the strongest of the species that survives, nor the most intelligent, but rather the one most responsive to change"  
Charles Darwin

Think Global

PRN Consulting and Accounting Services S.à r.l. is a boutique provider of consulting and accounting services targeted to support entrepreneurial development and business planning in emerging countries.

**Our Services:**

- ▶ Accounting Services
- ▶ Corporate Services
- ▶ Tax and VAT Compliance
- ▶ Financial Consulting

Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme Agrément 10019159/2 & 10019159/3